

# COMPTE RENDU DU GROUPE DE TRAVAIL VACANCES- LOISIRS

19 mai 2005

L'objet de ce groupe de travail portait sur l'évolution des tarifs des prestations du tourisme social et des séjours en colonie de vacances pour l'année 2006.

Les augmentations proposées globalement pour les deux secteurs sont de **1,80%**, soit l'hypothèse retenue par la Loi de Finances Initiale du taux d'inflation pour 2005.

## TOURISME SOCIAL

**-Prestations hôtelières** : augmentation de 1,80% des tarifs en pension complète et en gîtes EPAF.

**-Locations meublées** :

- pas augmentations pour les tarifs en basse saison
- augmentation de **1,50%** en moyenne saison.
- augmentation de **2,50%** en haute saison.

La CGT a refusé cette nouvelle augmentation qui s'ajoute à celles appliquées les années précédentes et qui se situent depuis 2003 dans une fourchette allant de 10% au minimum à 14,50% au maximum.

Ces hausses, que nous avons dénoncées, ont quand même permis à EPAF de retrouver un équilibre financier, et cela sur le dos des familles.

## COLONIES DE VACANCES

Les propositions sont également de **1,80%** de manière uniforme pour l'hiver et l'été.

Une modification de la grille de quotient familial est proposée: le plafond de chaque tranche sera augmenté d'un montant uniforme de **25 euros**.

Pour les DOM, l'augmentation ne portera que sur le séjour, le coût du transport étant déjà supporté pour moitié par les familles.

La CGT a refusé ces nouvelles hausses et demandé une année blanche. Les efforts sont toujours supportés par les mêmes, à savoir les familles, du fait de l'insuffisance des crédits budgétaires.

De plus, le coût du pré acheminement a généré des économies pour EPAF, à hauteur 1M€, sans pour autant qu'il en soit tenu compte.

La réponse de la DPMA est bien claire : la priorité est à la restauration et au logement, au secteur **vacances loisirs les crédits restant**, d'autant plus qu'il existe de nombreuses offres dans le secteur marchand.

Depuis déjà quelques années, la CGT pose la question de l'avenir du tourisme social: ne va-t-on pas vers une externalisation ?

Si seulement 10% de la population du MINEFI est concernée par le tourisme social, n'est ce pas parce que justement ce secteur n'est pas suffisamment connu et surtout accessible à tous.

A partir de la troisième tranche de revenu, seulement 44% des familles obtiennent satisfaction

Un groupe de travail spécifique sur l'accès au tourisme social a été acté.